



Vigilance Soudan

www.vigilsd.org

« L'Europe a, au Soudan, un devoir d'action et de résultat. » (Javier Solana)

Bulletin créé en 1992

N°132 - Septembre/Octobre 2005

Mauvaise foi usuelle

Prendre le taureau par les cornes

Bien que le gouvernement d'unité nationale ne doive être aux affaires que jusqu'aux élections prévues dans trois ans, sa formation ne s'est pas faite sans peine. La difficulté principale fut le ministère demandé par le Mouvement de Libération du Peuple Soudanais (MLPS), l'énergie, c'est-à-dire le pétrole, le ministère roi, source d'argent et de pouvoir. Le MLPS arguait que l'essentiel du pétrole vient du Sud. C'était un point sur lequel il n'entendait pas négocier. Selon diverses sources dont *La Lettre de l'Océan Indien*, une suggestion vint des modérés du gouvernement : que Lam Akol soit vice-ministre et secrétaire général permanent du ministère. Ancien professeur à l'université de Khartoum, parlant un excellent arabe, ce Shillouk fut de 1991 à 2001 opposant à Garang, et de 1997 à 2001 ministre à Khartoum avant de rejoindre le MLPS. L'ancien et nouveau ministre du pétrole, Awad Ahmed el Jazz, redoutait à juste titre que Lam Akol s'entoure d'experts étrangers pour auditer les recettes pétrolières du pays, et de cela, il ne voulait absolument pas. À défaut du pétrole, les dirigeants MLPS ont demandé les Finances. On ne leur offrit ni l'un ni l'autre. Le second cercle MLPS, consulté, conseilla d'accepter ; il est trop préoccupé par la mise en œuvre de la paix au Sud pour passer plus d'un mois à discuter du gouvernement national. Le Congrès National (CN), le parti islamiste au pouvoir, entend n'avoir que l'apparence d'un gouvernement d'unité nationale et rester celui qui distribue les postes. Mais quid des efforts prévus par le traité de paix pour rendre plaisante l'unité lors du référendum d'autodétermination ?

Les Sudistes de la société civile sont fort mécontents. Le MLPS tente de les calmer en disant qu'ils interviendront à travers la Commission du Pétrole. Mais rien n'adoucit l'ire des Nouer qui n'ont aucun ministre. Les postes de souveraineté, l'Intérieur, le Défense, la Justice, les Finances, le Pétrole vont au Congrès National, le plus souvent des tenants de la ligne dure ; le MLPS a les Affaires du cabinet avec Deng Alor et les Affaires Étrangères avec Lam Akol. Cependant, l'ancien Ministre des Affaires Étrangères devenu Conseiller du Président Béchir, Mustafa Osman, vient de créer une cellule diplomatique au sein de la présidence pour doubler le ministère.

De plus, juste avant l'établissement du gouvernement d'unité nationale, le CN a édicté deux lois. La première donne au seul État fédéral le pouvoir d'attribuer des visas aux étrangers. La venue des innombrables experts dont le Sud a besoin, dépendra de la bonne volonté de Khartoum. La seconde loi concerne les ONG et un recours contre elle a déjà été déposé auprès de la cour constitutionnelle. Selon cette loi, le régime peut refuser une demande d'enregistrement d'ONG pour n'importe quelle raison. L'ONG enregistrée, elle ne peut percevoir de fonds de l'étranger avant enquête sur cette source et approbation du ministre. Or les NU et les ONG internationales utilisent de plus en plus souvent les ONG locales. Les ONG internationales, dont certaines se sont vues intimer l'ordre de se mettre en accord avec la loi, devront-elles quitter le Sud Soudan et le Darfour ? Les ONG soudanaises de Droit de l'Homme sont financées par des Soudanais de l'étranger : ne trouveront-ils pas dangereux pour les leurs restés au pays, de voir donner leurs noms ? Ajoutons que la télévision nationale soudanaise a repris une émission au cours de laquelle elle appelait les jeunes gens à aller combattre le djihad au Sud. Maintenant elle dit aux pères de moudjahidin tués au combat que les meurtriers de leurs fils tiennent les commandes au palais présidentiel, ce qui ne peut être dit sans l'accord d'un ministre. Tout cela s'apparente à la mauvaise foi usuelle de Khartoum.

La conjoncture s'aggrave au Darfour. Les *janjawid* attaquent les camps de déplacés, les combats ont repris, des soldats de l'Union Africaine ont été tués, les rebelles sont en pleine dissension, les pourparlers de paix ne progressent pas, des régions sont trop peu sûres pour que l'aide y arrive. C'est le chaos et le désespoir.

La communauté internationale devra apporter de l'aide humanitaire peut-être pendant 20 ans jusqu'à ce qu'elle se décide à prendre le taureau par les cornes en imposant la paix, à moins que les humanitaires ne renoncent à cause des attaques continuelles qu'ils subissent.

Et que les africains du Darfour ne meurent tous.

S O M M A I R E

Mauvaise foi usuelle, prendre taureau par les cornes

Bételgeuse p. 1

Politique Intérieure

Importantes leçons à tirer
pour la direction du MLPS
John Nuyot p. 4

Un Lobbyiste pour Khartoum
L.O.I p. 8

Darfour

Crimes de guerre,
crimes contre l'humanité p. 2

Pourparlers de paix p. 3

Unir les rebelles p. 4

Trois nouvelles porteuses d'espoir p. 4

A lire : *Gérard Prunier*,
Darfour Un génocide ambigu p. 4

Sud Soudan

Mise en œuvre de la paix p. 7

Horribles abus des milices p. 7

L'abominable ARS p. 7

Total : Fin d'un roman policier ? p. 7

Des Expatriés du Sud
rentrent chez eux
Emily Wax Washington Post p. 6

La Cour Pénale Internationale, les NU

Un sac d'embrouilles p. 6

Lettre de Khartoum
où le quotidien a changé p. 8

Droits de l'homme p. 5

Pétrole et économie p. 8

CRIMES DE GUERRE, CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Les Darfouris sont recrues de souffrance. Enlèvements, attaques à main armée, vols, cambriolages sont le lot quotidien dû aux bandits, aux forces rebelles, aux milices *janjawid*, à des gangs ethniques et aux forces gouvernementales ; « les derniers jours nous avons vu des collègues humanitaires, harcelés, attaqués, volés et enlevés... » Le Conseil de Sécurité a vivement critiqué. Mais sans action est-ce utile ? Depuis trois employés d'une ONG soudanaise axée sur les droits de l'homme, dont les responsables sont souvent arrêtés par la Sécurité soudanaise, ont été enlevés du camp de déplacés Zam-Zam. Les NU ont déclaré interdit l'accès de l'aide humanitaire à la région des alentours de Geneina. De nombreuses ruptures du cessez-le feu ont eu lieu. Des soldats de l'UA ont été tués, certains par des rebelles non contrôlés.

Quand survinrent trois drames, des détails aux yeux de Khartoum. Cinquante-cinq villageois ont été tués à l'Est du Tchad après que des hommes à cheval, armés et en uniforme se soient infiltrés depuis le Soudan et se soient mis à massacrer des Tchadiens et à enlever leur bétail. L'armée tchadienne est intervenue. Tout pointe, sans aucun doute possible, vers les *janjawid*. Le Président tchadien Déby s'est fâché « Qui leur a donné ces armes neuves et ces quantités de munitions, le gouvernement soudanais ou quelque autre ? Nous trouverons ». Le sous-secrétaire du Ministère des Affaires Étrangères Mutref Siddiq, [avec l'autorisation de son nouveau ministre le MLPF Lam Akol ?] a nié tout soutien du Soudan dans cette affaire.

Les *janjawid* ont aussi attaqué le camp de déplacés d'Aro Sharow, à l'ouest du Darfour. Où vivent 5000 personnes. Les 300 attaquants étaient divisés en trois groupes, dont l'un a volé le bétail, le second a brûlé 80 abris et le troisième a tué 34 hommes, sérieusement blessé d'autres et fait déguerpir des milliers de résidents vers des lieux encore moins sûrs. L'un des corps des tués fut retrouvé les bras attachés, selon les témoins, il avait été traîné ainsi derrière un cheval jusqu'à ce que mort s'ensuive. Pour les NU, il s'agit d'une attaque sans précédent. Un village voisin fut aussi attaqué et brûlé. L'Union Africaine (UA) a accusé les forces gouvernementales soudanaises de s'être coordonnées avec les *janjawid* et d'avoir peint certains des véhicules utilisés lors de l'attaque de ses couleurs. Elle s'est fâchée pour une des rares fois. Les NU, ont menacé les coupables de la Cour Pénale Internationale. Tandis que le porte-parole de l'armée soudanaise, s'élevait contre ces accusations, l'UA affirma avoir des photos prouvant l'intervention d'hélicoptères de l'armée dans cette attaque. Selon son Chef au Darfour, du 18 septembre au 1^{er} octobre, l'armée soudanaise a effectué quatre fois des opérations coordonnées avec les milices. Our le Secrétaire Général des NU, « l'appui continu du gouvernement aux milices tribales montre clairement qu'il ne respecte pas les Résolutions du Conseil de Sécurité et les obligations qui lui sont faites de désarmer, démobiliser et traduire en justice les dites milices. Depuis l'UA a découvert un autre camp, régulièrement attaqué par les *janjawid* qui y violent les femmes et battent les résidents en leur disant de rentrer chez eux.

Pour un journaliste du *Times*, si le gouvernement faisait ce qu'il voulait, réfugiés et déplacés rentreraient chez eux, leur présence dans les camps prouvant que les exactions continuent. L'Etat a obligé le sultan du Darfour, sous peine de perdre son titre à jamais, de persuader ces gens de retourner dans leurs villages. Ce dernier s'y est efforcé lors de tournées des camps et à la radio mais n'a pas été cru. Les déplacés savent que même si les *janjawid* ne les attaquent pas à leur retour, les NU seront dans l'incapacité de leur fournir de l'aide dans tous leurs villages, qui d'ailleurs n'existent plus et dont les puits ont été empoisonnés. Selon le Secrétaire Général des NU, « de nombreux déplacés qui étaient retournés chez eux ont été forcés de se réfugier dans les camps à la suite d'attaques

Pour que cessent l'abomination et la désolation, la communauté internationale

- La protection des civils. Que ce soit de gré ou de force à l'égard de la communauté internationale et le nombre de ses hommes augmenté à 12 000 ; si elle ne peut pas

- Lors de pourparlers de paix, la communauté internationale, les NU, les rebelles à parler d'une seule voix et parler eux-mêmes d'une seule voix certaine. Garang croyait à un Soudan uni où les régions marginalisées, Kiir, beaucoup se souviennent avec rancœur du rôle joué par les troupes rebelles, ils n'ont qu'à se débrouiller. L'aura du MLPF grandirait par une paix durable. On peut douter qu'ils s'y engagent fortement (Lire *pourparlers de paix*).

- La fin de l'impunité. Les États-unis devraient soutenir la Cour Pénale Internationale (sans sacs d'embrouille).

Avec les veto au Conseil de Sécurité, chinois, russe et peut-être même

délibérées lancées sur des villages par des milices. Le gouvernement ne protège pas ... les déplacés qui retournent dans leurs villages ... et trouvent leurs terres occupées par des nomades. Il y a augmentation du nombre de violences sexuelles ». (UN News Service 21 10).

Peu de chiffres permettent de donner des statistiques de mortalité exactes. Les ONG redoutent de se faire retirer leur droit à travailler au Darfour, et leurs membres de se voir condamnés à mort par pendaison pour crime contre l'État en faisant connaître leurs chiffres. Le gouvernement fait systématiquement de l'obstruction à leur présence et a édicté une loi restrictive (lire éditorial). Ce qui voudrait dire qu'ils seraient expulsés, ce qui est la manière de Khartoum de régler le problème du Darfour.

Les morts sont surtout dues à la malnutrition et aux mauvais soins. La communauté internationale n'a pas donné tout l'argent promis. Les nombreux vols de matériel humanitaire, diminuent l'aide apportée. Tant que la vie au Darfour ne sera pas sûre, les récoltes seront inexistantes. Eric Reeves, en étudiant les statistiques de l'OMS, est arrivé à un total de 370 000 morts le 31 août, chiffres à être revus à la hausse après la saison des pluies, fin septembre. Quand aux gens tués, l'UA n'a pas fait de statistiques récentes.

POURPARLERS DE PAIX

Les rebelles sont divisés. Ils veulent toujours un sixième du pouvoir et, l'accord du Sud que Khartoum met en avant, leur propose de partager les 14% destinés à l'opposition du Nord. Pour les richesses, on n'a pas parlé du pétrole du Darfour, une raison de plus de penser que sa prétendue présence est un leurre.

Les organisateurs des crimes contre l'humanité sont dans le nouveau gouvernement de **Khartoum**, opposés à résoudre le conflit pacifiquement. Ils manipulent les dissensions entre rebelles. Ils paient des personnes déplacées pour rentrer mourir de faim chez elles et organise des réconciliations tribales entre tribus qui ne se sont jamais heurtées. *Last but not least*, lors du Sommet de l'Union Africaine à Addis Abbeba, Béchir a refusé que l'on parle du Darfour.

La Banque Mondiale a pris une initiative fort bienvenue, en organisant un atelier avec les rebelles pour les initier aux discussions sur le partage des richesses.

La communauté internationale elle-même est fort divisée sur le Darfour. Les NU tirent dans un sens, disent des amabilités à l'Union Africaine, mais, semble-t-il, ne la soutiennent pas dans son rôle de médiateur. Les États-unis tirent dans un autre sens, ils voudraient, selon certaines sources non confirmées, que les pourparlers se poursuivent à Khartoum, où les rebelles ont toutes les chances d'être arrêtés, même s'ils ont un sauf-conduit. La communauté internationale par sa désunion porte une certaine part de responsabilité dans la poursuite des exactions. Peut-être est-ce dû aux contacts que ses dirigeants ont eu séparément avec différents rebelles qui n'étaient pas d'accord entre eux. Nous voilà bien loin de l'atmosphère qui régnait lors

ernationale et les NU doivent poursuivre trois voies simultanément.

du Soudan, le mandat de l'Union Africaine (UA) devrait être étendu, pas, les NU doivent intervenir.

U, les États-unis, l'Union Européenne et l'Afrique devraient aider les le voix ; ce n'est pas le cas maintenant. L'intervention du MLPS est ées auraient leur place. Il s'intéressait au Darfour. Proches de Salva es venues du Darfour dans la guerre du Sud et pensent qu'aujourd'hui ix due à ses soins, mais il y a beaucoup de coups à prendre et l'on , trois nouvelles porteuses d'espoir.

le Internationale contrairement à ce qu'ils font aujourd'hui (Lire Des

me américain, rien n'est facile (Lire la CPI et les NU).

Le MLS soupçonne le JEM de liens avec Tourabi et le JEM considère le MLS comme des lourdauds inexpérimentés. Il y eut des clash entre eux au cours desquels, début 2005, un commandant MLS fut tué, puis les MJE battus rentrèrent chez eux ou se rendirent à l'Union Africaine.

La Libye a organisé un semblant de réconciliation entre les deux mouvements sous les auspices du Forum du Darfour le 18 juillet. Ils ont décidé d'unifier leurs buts de guerre, ce qui est loin d'être fait.

L'implosion des rebelles risque de mener à une poursuite indéfinie de la guerre. Khartoum s'en mêlera, conduisant à l'autorité pillarde de seigneurs de la guerre. Les leader MLS et JEM doivent absolument organiser des conférences pour unifier leurs mouvements et se trouver plus fréquemment sur le terrain.

QUATRE NOUVELLES PORTEUSES D'ESPOIR

Au moment où nous mettons sous presse, trois meilleures nouvelles :

- Le MLPS propose à Khartoum un plan de paix avec les rebelles du Darfour qui aurait été mis au point par Garang. Donner au Darfour 70% du pouvoir au niveau régional, et 8% au niveau fédéral [en prenant sur les 52% de la part du Congrès National]. Si le CN refuse, lui donner au niveau fédéral 4% des 14% réservés à toute l'opposition. Cinquante pour cent des ressources du Darfour iraient au gouvernement de l'État du Darfour. Les arrangements sécuritaires seraient semblables à ceux existant au Sud. [L'armée gouvernementale s'en va, les rebelles restent ainsi que des Unités Jointes bipartites]. Le texte n'explicite pas ce dernier point.

- Les rebelles ont l'intention de dialoguer avec les *janjawid*
- Alors que l'Union Européenne a déjà une petite force d'observation au Darfour, le Ministre de la Défense allemand voudrait que l'Allemagne et l'Europe participent plus à la force de maintien de la paix au Darfour.

- Les pourparlers d'Abuja, clos pour le pèlerinage le 20 octobre, reprendront le 20 novembre après la fête. Il y eut un léger frémissement positif.

A LIRE

DARFOUR : Un génocide ambigu Gérard Prunier La Table Ronde

Dans un style caustique, Gérard Prunier remonte au 16^{ème} siècle, sans trouver les raisons du drame actuel. Depuis qu'il fait partie du Soudan, le Darfour fut toujours abandonné, que ce soit pendant la Mahdiyya, le Condominium ou après l'indépendance. Au gré des changements de régime décrits allégrement, le fil conducteur, familier à nos lecteurs, est l'idéologie sous-jacente au Soudan qui réserve pouvoir et richesses aux « arabes » autour de Khartoum, alors que le Darfour, parmi d'autres, reste toujours aussi apocalyptique. Au nombre des innombrables malheurs cités, nous mentionnerons deux famines pour lesquelles Khartoum ne fit rien, sauf lors de la première, vouloir jeter en prison le gouverneur du Darfour venu à Khartoum prévenir de son imminence. Gérard Prunier cherche à partager le vrai du faux dans l'opinion reçue que la situation d'aujourd'hui découle d'un conflit entre arabes et africains. L'irresponsabilité de Sadiq el Mahdi au milieu des années 80 le poussa, en échange de millions de dollars pour gagner les élections, à abandonner le Darfour à la Libye qui y monta une légion arabe. Cette légion arabe était censée être le début de l'empire sahélien dont rêvait Kadhafi ; elle fut surtout le vrai début des problèmes interraciaux au Darfour. Le Darfour devint un tremplin pour qui voulait prendre le pouvoir au Tchad, ce qui y amena moult milices et contre milices qui se battaient au grand dam des civils. Gérard Prunier raconte et explique l'horreur depuis 2003 en regrettant que la communauté internationale n'y ait trop longtemps vu que le seul problème humanitaire, alors que le vrai problème est de savoir si le Soudan est capable de faire largement place aux citoyens africains. Un livre à lire.

des pourparlers du Sud.

La Libye ne veut pas d'intervention étrangère « dans sa cour arrière », elle est contre la CPI et l'OTAN et a obtenu que l'Occident ne s'en mêle pas. Elle a deux armes, l'argent, Khalil Ibrahim aurait accepté d'elle 8 millions de dollars, et la menace, celle de renvoyer chez eux cinq cent mille Darfouris vivant sur son territoire. Kadhafi depuis son virage à 180° qui le rendit favorable aux Africains, soutient assez les rebelles.

Pour le Tchad, choisir un côté est un suicide politique. La dernière quasi tentative de coup d'État fut faite par le parti Zaghawa, outré de l'indulgence de Déby à l'égard du Soudan ; il promit de venir à résipiscence. Mais l'attaque d'un village tchadien fut un signal fort de Khartoum, vous soutenez nos rebelles, nous soutenons les vôtres.

UNIR LES REBELLES

Un préalable à la paix

International Crisis Group

Traduit et résumé par VS

Le Mouvement de Libération du Soudan (MLS) fut fondé lors de réunions tenues d'août 2001 à mai 2002, au cours desquelles il fut décidé qu'un Four, Abdel Wahib Mohamed Nour, serait Président du mouvement, un Masalit, vice-Président et un Zaghawa chef militaire, les Zaghawa étant mieux entraînés dans cet art. Bientôt des zizanies survinrent. L'ALPS, du Sud, aurait envoyé des armes aux Four qui auraient été interceptées par les Zaghawa. Ces derniers attaquèrent les Four durant l'été 2004 et ne furent arrêtés que par l'intervention érythréenne. Les Zaghawa, à cause de la sécheresse, vivent plus au sud et empiètent sur les terres Four. D'autre part, les chefs ont beaucoup vécu à l'étranger et leur autorité et mise en question par les officiers sur place qui ont tendance à devenir des seigneurs de la guerre. C'est depuis cette époque que l'on parle d'exactions rebelles.

Pour obtenir un consensus sur la ligne à mener, le Président MLS Abd el Wahab voudrait réunir des représentants de tous le Darfour [y compris les tribus arabes, neutres ou non ?], personnes déplacées, femmes, etc. et une action utile de la communauté internationale serait de participer aux frais de cette réunion. En fait les buts sont les mêmes à l'intérieur de l'ALS, les querelles sont personnelles et tribales. Si on n'arrive pas à les unir, il faut alors les traiter comme des entités séparées lors des pourparlers.

Le petit Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE) a des buts de guerre différents. Il est très islamiste et son mentor Khalil Ibrahim paraît souvent chercher plus le pouvoir à Khartoum que l'intérêt du Darfour où il se trouve peu. Ce petit mouvement a beaucoup d'argent et beaucoup de soldats tchadiens. Le président tchadien ne l'aime pas. Le MJE a connu une scission d'où est sorti le NMRD, soutenu par le Tchad et par Khartoum. Une deuxième scission est intervenue en avril 2005 quand le commandant Mohamed Salih Harba a voulu prendre la place de Khalil, mais aux pourparlers d'Abuja on lui refusa l'entrée. Le MJE devrait aussi consulter sa base pour tester la démocratie dont il se targue.

Importantes leçons à tirer pour la direction du MLPS

John Nyuot Yoh* (Résumé et traduit par VS)

Le MLPS doit tirer quatre leçons des difficultés rencontrées lors de la formation du gouvernement d'unité nationale [où le MLPS n'obtint pas le ministère de l'énergie qu'il voulait puisque les ressources pétrolières sont sises au Sud].

Le débat sur le ministère du pétrole, a mis de côté le rôle central du MLPS comme gardien du changement au Soudan et garant des droits des Sud Soudanais dans un Soudan uni et transformé : passer d'un Soudan où les objectifs principaux de la direction sont accumuler les richesses et manipuler les sentiments des pauvres au nom de l'islam et du chauvinisme arabe, à un Soudan dont le but principal est le Soudanais ordinaire. Pendant les négociations sur le ministère de l'énergie, l'alliance Béchir/Taha montra au MLPS que c'est le Congrès National (CN) [parti islamiste jusque là seul au pouvoir] qui offre les positions et que toute conversation sur le partage du pouvoir et des richesses devrait être déterminée, non par l'accord de paix, mais par de nouvelles négociations. Que le CN accapare les Ministères de la Défense, de l'Intérieur, des Finances, de l'Énergie et de la Justice, veut dire que l'accord de paix sur le partage du pouvoir n'est pas appliqué. Pas plus que n'est appliqué l'engagement, de rendre l'unité du pays attrayante aux Sudistes pendant la période intérimaire. Le CN, sachant que le MLPS était pressé de commencer à régler les immenses problèmes du Sud, s'est arrangé pour qu'il ait l'air d'un parti sudiste, défendant des intérêts locaux.

Pour faire disparaître cette impression, le MLPS devrait être directement impliqué dans les négociations au Darfour et à l'Est. L'idéologie du Nouveau Soudan n'est pas la distribution des postes importants, mais un changement dans le pays tout entier. La nouvelle direction MLPS a montré, pendant ce premier mois et demi, une unité et une approche collective impressionnantes qui, se serait-il concentré sur les affaires nationales, aurait plus apporté, non seulement à lui-même, mais au Darfour, à l'Est et à l'Alliance Nationale Démocratique, ses alliés naturels.

Deuxièmement, la formation du gouvernement a révélé que si le processus de prise de décision collective s'est beaucoup amélioré par rapport à ce qu'il était [du temps de Garang], l'annonce fut faite sans que 80% des ministres n'aient été informés. Eussent-ils été prévenus, ils auraient refusé des postes qui ne s'accordaient pas avec leur expérience. Le choix du MLPS fut très représentatif ethniquement et régionalement, [excepté qu'il n'eut aucun Nouer au gouvernement] mais ses aspects techniques laissent à désirer.

Le MLPS devrait être très clair à l'égard de ses ministres : ils sont là pour le représenter et non pour se représenter. Il devrait soit les appeler à Juba pour une semaine d'instructions politiques où toute la direction du MLPS interviendrait, soit leur demander de rendre compte à Juba tous les deux mois. Agir autrement serait les abandonner à la politique de pétrodollars du CN.

Troisièmement, de ces négociations, le MLPS doit apprendre que, toutes les fois que des tractations prennent plus de temps que prévu, une partie tend à se paralyser. Le MLPS devrait diviser les rôles entre ses membres. Il a beaucoup de gens qualifiés pour prendre ces rôles s'il cherchait ailleurs que dans son environnement immédiat. Quand il a vu que le CN cherchait à gagner du temps le SPLM a commencé à juste titre à s'occuper des structures constitutionnelles du Sud ; pendant la période pré intérimaire, il aurait dû aussi, non seulement nommer un correspondant auprès du gouvernement, mais encore auprès de chaque ministère. Pendant les négociations, le CN signait des contrats, cimentait ses relations internationales, déployait les hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Étrangères partout dans le monde, ne laissant aucune chance au nouveau ministre d'y envoyer des Sudistes ou des gens des régions marginalisées.

Le MLPS devrait organiser un nouveau mécanisme dans lequel un groupe dévoué surveillerait chaque aspect de l'accord de paix. Chaque membre serait responsable d'un aspect, ainsi quand viendront de nouvelles négociations, il sera prêt.

Quatrièmement, la formation du gouvernement d'unité nationale a montré que le MLPS devrait informer quotidiennement la communauté internationale et les États africains de la mise en œuvre du processus de paix dont ils se sont portés garants, et des délais que crée le CN. Pendant la crise, la radio et la télévision soudanaises soutenaient le point de vue du CN, et beaucoup de journaux faisaient de la désinformation au point que la communauté internationale à Khartoum crut jusqu'au dernier moment que le ministère de l'énergie irait au MLPS. Tous les membres du CN ont joué leur rôle, seuls les maîtres d'œuvre, Béchir et Taha évitèrent de donner des interviews. Des problèmes importants comme la paix au Darfour, les négociations gelées dans l'Est et la préparation de la constitution du Sud Soudan, furent mis de côté.

Pour l'instant, le MLPS doit collaborer avec les journaux privés existant dans le Sud, et faire des efforts pour l'établissement d'une radio et d'une télévision nationales à Juba. Le Sud a des journalistes et des techniciens professionnels. Des ingénieurs étrangers pourraient être engagés pour la télévision jusqu'à ce que des techniciens sudistes soient formés. Un appel du Président Salva Kiir et du vice Président Riek Machar suffirait pour réunir à Juba des journalistes sudistes talentueux afin d'organiser des stations de radio et de télévision qui couvrent tout le Soudan. [Cela vient d'être fait].

Voilà des leçons que la direction du MLPS doit tirer des derniers événements. Il s'agit aussi d'avertissements pour les temps à venir.

* Ce Sudiste enseigne la politique africaine et internationale au Département de Sciences Politiques à l'université de Pretoria. Texte complet en anglais www.geocities.com/jgyoh

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Octobre 2005 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Violations

- Selon *Human Rights Watch*,

Deux hommes ont été exécutés alors qu'ils étaient mineurs au moment des faits qui leur étaient reprochés, ce qui est contraire au droit international,

Un policier du Darfour fut condamné à mort pour crimes contre l'État après qu'il ait confessé des crimes sous la torture. Au procès, il n'eut pas d'avocat et ne fut pas autorisé à faire venir des témoins de la défense. La veille de son exécution, les autorités notifièrent à sa famille qu'elle pourrait récupérer le corps le lendemain. La famille fit immédiatement appel devant la Cour constitutionnelle. L'exécution fut arrêtée 10 minutes avant l'heure prévue.

. Bien que Béchir ait promis le 30 juin de relâcher tous les prisonniers politiques, après la signature de la paix et le rapport de la Commission des Nations Unies sur le Darfour, dans de très nombreux cas, « pratiquement quotidiens », des individus dans les zones de conflit ou en lien avec des groupes d'opposition, sont arrêtés. Des centaines de gens l'ont été au Darfour sur les seules bases de leur ethnie ou de leur affiliation politique. On pense que plus de la moitié des 150 personnes du couloir de la mort à la prison de Kobar (Khartoum Nord) sont du Darfour dont beaucoup pour des raisons politiques. Plus de 1500 personnes ont été arrêtées les 1^{er} et 2 août, après les troubles qui ont suivi la mort de Garang. Beaucoup n'ont pas été mis en accusation et l'on craint qu'ils ne soient torturés. Après les émeutes de janvier à Port-Soudan qui firent 20 morts, le gouvernement soudanais aurait détenu des douzaines de personnes. Ce gouvernement utilise toujours la tactique consistant à changer les détenus de prison ou à les tenir dans des lieux non officiels appartenant à la Sécurité pour gêner les recherches (h-r-w-2005-09-07).

- Le secrétariat international de l'OMCT a été informé des faits suivants par l'Organisation du Soudan contre la Torture, informée elle-même par le centre Anal pour le Traitement et la Réhabilitation des victimes de la Torture. Le 22 août à 11 heures du matin, des officiers de Sécurité et la milice étudiante du Parti National du Congrès (parti au pouvoir, désormais avec le MLPS), ont kidnappé Abu al Abbas Mohamed Hassan, âgé de 22 ans, étudiant à l'université al Ahlia d'Omdurman. Il avait appelé au rétablissement du syndicat étudiant. Abu al Abbas fut emmené dans une maison proche de l'université par des officiers de sécurité et la milice étudiante du Congrès National où il fut torturé. Les kidnappeurs lui insérèrent une bouteille d'eau minérale dans l'anus, le battirent violemment et le menacèrent de viol. Ils lui rasèrent la tête et la moustache et le forcèrent à signer des documents inconnus. Ils exigèrent qu'il arrête ses activités et qu'il s'inscrive au parti National du Congrès. Quatorze heures plus tard, il fut relâché, les yeux bandés, dans un coin perdu d'Omdurman.

Depuis juillet 2005, SOAT a réuni des informations sur les arrestations arbitraires, la détention et la torture de plus de 22 étudiants de l'université de Science et Technologie du Soudan et de l'université al Ahlia d'Omdurman. Les étudiants auraient été particulièrement identifiés et menacés pour rejoindre le parti du Congrès National ou cesser toute activité politique. Les méthodes de torture, les tortures sexuelles, les humiliations sexuelles et les menaces de viols sont identiques à celles utilisées par le Bureau de Sécurité Nationale et la milice des étudiants islamistes pendant les années 90 et la première partie des années 2000 (OMCT CAS SDN 010905 envoyé 01 09 05).

- A nouveau les autorités de Khartoum déplacent des déplacés. Il s'agit de Shaikan qui doit être vidé alors que ses habitants avaient déjà été déplacés plusieurs fois de force. Cette fois-ci, la police a brûlé leurs maisons et ses camions ont emmené les gens à Al Fateh, un lieu désertique à 40 kilomètres au nord-ouest de la capitale, où strictement rien n'est préparé pour eux. Ils vivent sous des feuilles de plastique par une température de 40°, n'ont accès ni à l'éducation, ni aux services de santé, ni à l'emploi. Ils ont droit à un lopin s'ils ont de l'argent pour le payer mais sans

pouvoir, semble-t-il y construire une maison. La zone est divisée en trois parties, Al-Fatah 1 où des gens habitent depuis 10 ans, Al Fateh 2, habité depuis 5 ans. Là certains ont des maisons de pisé, d'autres des abris en plastique. Les nouveaux venus sont déposés à al Fateh 3, sans rien. « Nous sommes traités comme des animaux, c'est comme la mort », disent-ils (Reuter 9 09).

- Selon le quotidien d'opposition *al Rai al Aam*, un homme aurait été arrêté pour avoir donné des informations « fabriquées » sur la présence de groupes terroristes au Soudan, à une importante ambassade étrangère [devons-nous comprendre l'ambassade américaine ?] pour en obtenir un visa d'entrée. Il a avoué. Il est poursuivi pour espionnage (29 08). S'il est poursuivi pour espionnage, il semble que les informations ne soient pas fabriquées et étant donné la manière dont Khartoum obtient les aveux, on ne peut qu'être inquiet.

- Vingt-et-un des 60 Pakistanais retenus en esclavage dans une prison privée au Soudan sont revenus dans leur pays, grâce à l'intervention d'Ansar Burney, président du Ansar Burney Trust Fund International. Ils avaient été recrutés par une agence à Rawalpindi, propriété du ministre de l'industrie du Cachemire, sous la promesse de permis et contrat de travail. Arrivés à Khartoum ils auraient été vendus à un agent indien qui les aurait mis en esclavage, surveillés par des gardes armés. Quand ils se plaignirent, ils n'auraient plus été nourris que de riz, accompagné d'eau sale. Selon ces hommes, le rôle du consul du Soudan ne peut être écarté. Ils demandent la libération des 38 autres (SANA 19 09).

- Les familles des 17 marins tués dans l'attentat contre le USS Cole par al Qaida en 2000 ont porté plainte contre le Soudan pour avoir fourni le matériel nécessaire, devant une Cour fédérale de Virginie. Ils peuvent le faire selon la loi américaine qui exclut de la loi sur l'immunité les États étrangers souverains les États qui soutiennent le terrorisme selon les États-unis, donc le Soudan. La Cour s'est déclarée compétente et le Soudan a fait appel de cette décision soutenant qu'il n'avait pas été prouvé que du matériel fourni par le Soudan ait été utilisé.

- Le Soudan a renouvelé un appel aux Nations Unies pour que soient punis les États-unis pour avoir détruit par bombardement en 1998 une usine de produits pharmaceutiques. D'après les informations de la CIA, ils pensaient qu'il s'agissait d'une usine produisant des éléments de gaz de combat, et le bombardement était une réponse aux attentats terroristes où les Soudanais avaient prêté la main contre les ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie (UN 16 09). En fait, la production de gaz par cette usine est fort douteuse. Un autre site semblait beaucoup plus certain, mais il était à Kafouri, quartier truffé de résidences d'ambassadeurs, que les Américains avaient donc hésité à bombarder.

- Les États-unis cherchent à exclure sept États de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, car leur propre conduite les rend inaptes à juger les autres. Ces 7 États sont le Soudan, le Libéria, la RDC, la Côte d'Ivoire, la Somalie, la Sierra Leone et le Rwanda. Tous en Afrique.

- Le Ministre de la Justice a rencontré le nouveau rapporteur des droits de l'homme au Soudan Ms Sima Samar, une afghane, et lui a dit que le gouvernement n'accepterait pas les articles de la Convention contre l'Élimination des Discriminations contre les Femmes, contraires à l'islam (Sudan Tribune 17 10).

Media

- Les gouverneurs des émissions américaines (BBG) ont signé une lettre d'intention avec le gouvernement soudanais qui autorise Radio Sawa à parvenir au Soudan. Radio Sawa est un réseau en langue arabe qui émet un mélange de musique pop en arabe et en anglais avec des nouvelles, des analyses de nouvelles et des émissions sur toute une série de sujets politiques et sociaux (Site BBG 05 09).

**Les Nations Unies,
la Cour Pénale Internationale
DES SACS D'EMBROUILLE et D'HORREUR**

Elle est compétente quand il s'agit de ressortissants d'un État partie au traité, ou sur le territoire d'un État partie.

1- Son procureur peut être saisi par un État partie au traité. C'est le cas, pour la première fois de l'existence de la CPI, de l'Ouganda à l'égard de Joseph Kony, le chef de l'armée de Résistance du Seigneur (ARS). La Cour Pénale Internationale a lancé un mandat d'amener. La société civile ougandaise est assez contraire à cette mesure qui, dit-elle, empêche un accord avec Kony. Nous en dirons plus dans le prochain numéro. Premier sac d'embrouilles.

L'ARS est composée de rebelles ougandais, installés aussi en Equatoria de l'Est, Sud Soudan, qui ont tué, mutilé, enlevé 20 à 30000 enfants pour en faire des soldats et des esclaves sexuelles. Certains sont partis au Congo, Kofi Annan a supplié ce pays de les désarmer. Béchir, après moult tergiversations, autorise à nouveau l'Ouganda à les poursuivre au Soudan, Salva Kiir leur a dit « soit vous partez, soit l'ALPS vous attaque ». Il se ferait un plaisir d'amener Kony à la CPI.

2- La CPI peut aussi être saisie par des ONG ou par des victimes. Il n'a jusqu'à présent lancé aucun mandat d'amener dans ce cas.

3- Enfin la CPI est compétente même s'il ne s'agit pas d'un État partie quand la demande au CPI est faite par le Conseil de Sécurité. C'est le cas de ceux soupçonnés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour. Le Soudan la récusant et les témoins étant menacés, la CPI a fait des enquêtes auprès des réfugiés au Tchad : elle cherche une coopération de l'Union Africaine et des NU pour travailler au Soudan. Tout cela sera-t-il vain ?

Car un autre sac d'embrouilles semble désormais avéré. On se souvient de la panique qu'avait provoquée cette résolution du Conseil de Sécurité dans les cercles dirigeants soudanais. Ils gémissent auprès du MLPS. Ceci leur conseilla d'élargir la base du gouvernement en y incluant des ministres de l'Alliance Nationale Démocratique. El Mirghani prit trop de temps à réfléchir. Entre temps, la CIA envoya un avion au chef de la sécurité Abdallah Gosh, un des favoris de la liste anonyme des gens visés par la CPI, pour l'amener à New York. Il donna des renseignements, semble-t-il sans intérêt, à la CIA. Il lui fut promis que les barons de Khartoum n'auraient rien à craindre de la CPI. Ils n'ont plus peur. L'offre à Mirghani est obsolète. La CPI, à laquelle les NU n'ont accordé aucun financement, continue de travailler

Les Nations Unies avait mandaté au Darfour Juan Mendez, conseiller spécial pour la prévention des génocides. À son retour à New York, il a remis son rapport au secrétaire Général et lui dit qu'il souhaitait exposer la situation au Conseil de Sécurité. Les États-unis, poussés par leur nouvel amour pour les personnes soupçonnées de crimes contre l'humanité au Darfour, s'y opposèrent ainsi que la Russie la Chine et l'Algérie. Il a donc dû s'adresser à la presse.

Il a parlé de « deux épisodes sans précédent, deux attaques intervenues dans les camps de déplacés ». Pour tous les États, a-t-il dit « la coopération avec la CPI n'est plus une question de choix ». « Le gouvernement du Soudan qui fait comme s'il n'avait pas besoin de la CPI, a mis en place ses propres tribunaux... Nous sommes très déçus que cette cour traite d'affaires complètement secondaires, qui n'ont rien à voir avec ce qui s'est passé... » « À l'heure actuelle, nous ne sommes pas près d'empêcher un génocide... ».

**Des expatriés du Sud
rentrent chez eux**

Emily Wax Washington Post (extraits)

Pour le chef des opérations des NU au Sud Soudan, « nous ne parlons pas de reconstruction, nous parlons de construction totale. Les NU n'ont jamais rien entrepris de semblable ». Portant un T-shirt en jersey et des jeans lâches, Rianga Thian entre dans un bar au toit de chaume et demande avec un accent américain acquis au Tennessee : « Vous avez un internet à haut débit ? » N'ayant eu qu'un regard vide en réponse, il s'écrie : « Mon pays a besoin de beaucoup de travail ». Rianga a quitté le Soudan il y a 9 ans et finalement atterri aux États-unis. Il a fini des études d'administration de l'espace aérien dans une université d'État, est devenu directeur bagages de l'aéroport de Tennessee puis rentré au Sud Soudan avec la paix. Les mines anti-personnelles bloquent l'accès de son village à 300 kilomètres. Il trouve le pays dévasté, à Rumbek les gens admirent ses vêtements et lui demandent l'aumône. Là, on lui offrit un job immédiatement, d'être contrôleur aérien. « Mais je n'y connais rien ! – On t'apprendra ». Et voilà Rianga plein d'énergie. Il a toutefois gardé ses papiers américains, en attendant de voir comment tournent les choses. Plus de 2000 gens de métier sont revenus de l'étranger depuis la paix, des hommes d'affaires, des enseignants, des joueurs de basket et de nouveaux diplômés. Certains ont retrouvé leur famille, Rianga habite l'hôtel de tentes américain de Rumbek. Pour rentrer chez eux avec ses copains de la diaspora, ils utilisent le bus 11, une plaisanterie locale. Il s'agit des jambes. Il n'y a pas plus d'autobus que de banque, ou d'administration civile.

Pourtant Rumbek est florissant comparé à des endroits à 150 kilomètres plus loin. Dans le Comté d'Aweil, Bahr el Ghazal, les centres de nutrition sont empilés d'enfants mal nourris. La crise alimentaire est due à une série de facteurs ; les mines antipersonnelles empêchent la culture, près de 78 000 déplacés sont rentrés de Khartoum et plusieurs milliers de déplacés sont arrivés du Darfour.

La plupart des gens voient la découverte de pétrole comme une grande chance, mais d'autres citent l'exemple de la RD Congo qui a amené le népotisme, la corruption et des combats pour les zones riches.

Des tensions existent entre ceux qui sont revenus avec des diplômes et les vétérans de l'ALPS, parfois handicapés, qui pensent que c'est à eux que le gouvernement doit les jobs. Rianga a monté une association avec un ami pour aider les résidents de toujours à en trouver.

**Total : Vol d'une concession pétrolière
Roman Policier (fin ?)**

Après que le gouvernement du Sud Soudan et en particulier l'entourage de Garang ait attribué, contrairement à l'accord de paix, une partie de la concession Total à l'Anglais créé ad hoc, *White Nile*, Salva Kiir a dit à Total qu'il n'avait aucune objection à ce qu'il reprenne ses travaux au Sud, à condition de ne pas faire de procès au *White Nile*, qui est, reconnaît-il, illégal. Le *White Nile* a déjà construit un camp de base. Rappelons que Total n'avait fait les études sismiques que dans la seule région de Bor, et qu'il devra construire un oléoduc extrêmement onéreux. Affaire à suivre.

On apprend que le même gouvernement d'avant Salva a vendu au moldave Ascom, qui s'appête à l'exploiter, une concession appartenant au malais Pétronas qui viendrait de le découvrir

Horribles abus des milices Qui les désarmera ?

Rappelons que selon l'accord de paix, l'armée soudanaise et ses milices auraient dû commencer à se retirer du Sud dès le 9 janvier. Ce retrait doit être achevé après trois ans et demi. Les forces des NU qui devaient s'en assurer ne sont pas encore opérationnelles. Quasiment rien n'a été fait.

Les milices sont présentes dans une grande partie du Sud, dans tout le Haut Nil, y compris Malakal, à Juba, dans l'État de Jonglei, au Bahr el Ghazal au nord d'Aweil et sur la route de Wau à Raga. Le gros problème est qu'elles furent absentes des pourparlers de paix, et entre la paix et la mort de Garang il y eut des combats ALPS/ milices SSDF. Par manque de confiance, Khartoum a toujours veillé à ce que les milices ne s'unissent pas trop. D'après l'accord de paix, leurs membres doivent rejoindre essentiellement l'armée soudanaise ou l'ALPS. Trois cent quatre-vingt officiers, le plus souvent illettrés et sans connaissances technologiques, ont rejoint l'armée soudanaise, mais pas les hommes. Ces officiers peuvent poser un problème, les officiers de l'armée plus anciens et d'un rang inférieur risquent d'être mécontents. Toujours par manque de confiance, Khartoum ne peut guère envoyer les miliciens dans les Unités Jointes au Sud. Elles pourraient avec l'ALPS exiger l'indépendance, qui est leur but (*Lire article dans le dernier VS*).

Les milices connaissent le désir de paix du Sud et sa volonté qu'elles se réconcilient avec l'ALPS. Deux solutions : une réconciliation collective qui n'a pas marché avec Garang, mais le pourrait avec Salva qui a pris de nombreux contacts ; des défections individuelles à l'ALPS, mais Garang n'a pas donné de bons postes aux miliciens qui l'ont rejoint et il n'y a plus eu de défections depuis un an.

Si les officiers miliciens sont payés par Khartoum, il n'en est pas de même pour les hommes qui vivent sur un pays exsangue. Selon un rapport tout récent, dont l'auteur souhaite rester anonyme pour des raisons de sécurité évidentes, la situation dans les zones pétrolifères est dramatique. « *Pour la plus grande partie de [leur] population, la situation des Droits de l'homme est pire que pendant la guerre. Les milices locales, les Bagarra, les janjawid [arrivés plus récemment du Darfour] agissent impitoyablement dans l'impunité.* » Les raids de bétail, les destructions d'habitation, le déplacement forcé, les viols, la conscription forcée des enfants dans les milices, leur enlèvement en esclavage par les Bagarra et les janjawid, continuent. Il y a des restrictions d'entrée et de sortie à Bentiu. Les arrestations suivies de tortures et les exécutions aux mains des milices sont monnaie courante. Les milices sont payées par les compagnies pétrolières : c'est de la corruption. Ces sociétés n'engagent jamais ni Nuer ni Dinka, bien que l'auteur puisse citer 110 d'entre eux diplômés des universités en géologie et sciences associées.

Des janjawid s'installent dans les villages désertés de force. Le gouvernement veut-il changer la population ? L'armée de la région fournit tous les irréguliers en armes. Elle semble encore compter approximativement 45000 hommes.

Qui désarmera les milices ?

Mise en œuvre de la paix

Depuis début août, Salva Kiir a nommé 10 gouverneurs et les 161 membres du parlement du Sud-Soudan. Ce parlement devra ratifier la constitution du Sud Soudan après que le Ministre de la Justice Fédéral ait décidé qu'elle était en accord avec la constitution fédérale. La ratification permettra de mettre en place un gouvernement, en espérant que toutes les parties qui ont le droit d'y nommer un membre le fassent. Reste, au moins quatre commissions bipartites à être établies et la banque du Sud Soudan. Et désigner les membres de l'ALPS qui feront partie des Unités jointes. Un projet important est la création d'une radio et d'une télévision : le degré d'absence d'information du citoyen lambda étant à peine croyable. Et pourtant, Garang avait fait le tour du Sud Soudan pour expliquer l'accord de paix.

Selon l'archevêque cardinal de Khartoum SE Zubair Wako, Khartoum a systématiquement transféré des juges musulmans au Sud. [Pour appliquer la charia ?] Il doute que la force de paix des Nations Unies ait quelque utilité dans la mesure où ses rapports doivent être envoyés à Khartoum où ils seront filtrés.

Les NU attendent le retour de beaucoup de déplacés à la moisson en octobre. On redoute un abominable chaos.

L'Abominable Armée de Résistance du Seigneur

Ce sont des Ougandais en Equatoria de l'Est qui depuis 19 ans ont brûlé des villages, enlevé 20 à 30 000 enfants pour en faire des soldats et des concubines, torturé, mutilé, tué. Salva Kiir leur a envoyé un ultimatum, soit ils partent du Soudan, soit l'ALPS les attaque. C'est ce qu'elle vient de faire avec l'armée ougandaise.

FRONT EST

Le Front Est étant relativement calme et les négociations au point mort, nous nous attarderons sur leur région.

La région

Port-Soudan date du condominium. L'ancien port de la Mer Rouge était la ravissante ville turque de Suakim. Comme les eaux du port ne furent pas jugées assez profondes par les Anglais, Suakim fut abandonnée. Une autre explication serait que Suakim n'ayant jamais été conquise par le Mahdi au 19ème siècle, était restée égyptienne, donc en-dehors du condominium anglo-égyptien ce qui n'a pas convenu aux Anglais. Suakim, comme Port-Soudan, fut une ville habitée par des Turcs mariés à des Soudanaises, avec aux alentours des Béja et des Rashaïda. Depuis son agrandissement dû à l'industrie pétrolière, des gens de la vallée du Nil sont venus s'y installer ainsi que de nombreux sudistes comme main d'œuvre.

La charmante ville de Kassala est le centre d'une oasis due à la rivière temporaire Gash ; elle est habitée par la petite tribu Halanga, par des gens de la vallée du Nil, des Béja et des Rashaïda.

PETROLE ET ECONOMIE

- Un projet commercial et résidentiel qui comprendra un terrain de golfe de 18 trous, commencera ce mois-ci à Khartoum. Il sera construit par la société soudanaise al Sunut. Il devra coûter 4 milliards de dollars et sera financé essentiellement par la banque islamique de Dubaï. (Financial Post). Ce projet est appelé al Mogren [le confluent] et sera peut-on penser au confluent du Nil Bleu et du Nil Blanc. Et ce pauvre Soudan qui n'a d'argent pour aider ni le Sud, ni le Darfour.

- Le Secrétaire d'État aux affaires Étrangères a déclaré que, lier l'annulation de la dette extérieure du Soudan à la paix au Darfour, était totalement injuste et augmenterait les souffrances (ST 2 10).

- La croissance au Soudan atteindra 9% en 2006 (Xinhua 02 10). L'investissement étranger en 2004 y a atteint 1,4 milliards de dollars (Sudan Tribune 14 09).

- Le malais PECD a un contrat de 68,5 millions de dollars pour construire les bureaux de Pétronas au Soudan. (Bernama 11 10). Il s'apprête à faire une offre d'un milliard de dollars pour une nouvelle raffinerie de pétrole et de gaz au Soudan. Il achève un terminal d'exportation à Port-Soudan (BERNAMA 6 10).

- Le malais Pétronas vient d'obtenir une concession de 28 655 kilomètres carrés en Mer Rouge à l'Est de Port-Soudan. (Kuala Lumpur 31 08).

Lettre de Khartoum où le quotidien a changé

Un centre commercial extrêmement luxueux fut inauguré au début de l'année. A cette occasion, des cadeaux avaient été promis. Le non-dit était que la promesse s'adressait aux clients potentiels, la grande bourgeoisie et autres ambassadeurs. Mais le bruit courut dans toute la ville ; des milliers de pauvres gens se ruèrent et furent arrêtés par une police nombreuse. Furieux ils commencèrent à tout casser, empêchant les invités d'accéder. La fête fut un fiasco.

L'enrichissement dû au pétrole ne profite pas au petit peuple. Certains emplois ne sont plus donnés aux Soudanais. Les ouvriers des innombrables constructions nouvelles ne sont plus des Sudistes, mais des Chinois ; les mécaniciens d'automobiles sont Chinois aussi, comme tant d'autres. Les serveurs des restaurants, les domestiques de la grande bourgeoisie ne sont plus Darfouris, mais Philippins. Assurément les Soudanais ont souvent une formation plus limitée, plus ascétique et font parfois preuve de nonchalance. Il n'en est pas moins extraordinaire que le gouvernement donne des permis de travail à tous ces étrangers alors que le chômage est endémique.

Toutefois les Darfouris ont été assez nombreux dans les maisons, y compris dans celles de la toute petite bourgeoisie, pour raconter partout ce qui se passe dans leur région. Les gens qui n'ont pas de domestiques l'ont appris par les déplacés.

Du temps où la presse était muselée, il était interdit d'en parler. Tout s'est su à peine plus lentement.

Un lobbyiste pour le Soudan

La Lettre de l'Océan Indien,
n° 1149 du 24 septembre 2005

Le gouvernement soudanais vient d'embaucher à Washington un lobbyiste du **Republican Party** spécialiste de l'Afrique afin d'améliorer ses relations avec le gouvernement des Etats-Unis. Le contrat passé avec la société C/R International porte sur 530 000 \$ par an, sans

tenir compte des frais de déplacement. Cette société devra conseiller le gouvernement de Khartoum, promouvoir l'accord de paix soudanais du début de l'année passé avec l'ex-rébellion de la SPLA et mettre en valeur le rôle du Soudan dans la lutte contre le terrorisme. Il s'agira-là de faire contre-feu à l'intense campagne de dénonciation de la politique du gouvernement soudanais au Darfour menée par plus d'une centaine d'associations américaines réunies au sein de la Save Darfur Coalition. C/R International est dirigé par Robert Cabelly, un ex-diplomate républicain qui a rejoint le département d'Etat américain dans les années 80 et a travaillé au bureau de Chester Crocker, l'Assistant Secretary of State for African Affairs sous l'ex-président Ronald Reagan. En 1989, il a intégré le bureau *Afrique du National Security Council* où il a travaillé sous la direction d'Herman Cohen, lequel l'a ensuite pris avec lui au département d'Etat lorsqu'il a été nommé *Assistant Secretary of State for African Affairs*. Bien que républicain, Cabelly a travaillé pendant un an auprès de George Moose sous l'administration démocrate de Bill Clinton. Il a ensuite quitté la diplomatie en 1994 pour devenir lobbyiste, d'abord à Fleishman-Hillard, avant de créer sa propre société.

Droits de l'Homme (suite de la page 5)

Santé

- Après la mort à Khartoum de deux soldats des forces de l'Union Africaine des suites du Sida, il a été émis un code de bonne conduite à l'égard des étrangers [comprendre pas de relations sexuelles hors mariage], menaçant d'expulsion qui ne lui obéirait pas. Les forces de l'Union Africaine ont été testées pour le sida, mais il y a une période d'incubation, elles seront donc testées à nouveau (*Al Khartoum* 07 09). Le chef du syndicat des étudiants de l'Etat de Khartoum va faire faire des tests à tous les étudiants logeant à l'université (Sudan Tribune). Avec quelle autorité ?

Selon UNAIDS, le taux de contamination du sida au Soudan est de 2,6% [1,6% au Darfour], moins élevé qu'au Kenya 6,7% ou qu'au Tchad 4,8%. Ce taux pourrait s'élever avec le retour de très nombreuses populations au Sud. A Khartoum, une femme devenue positive après une transfusion de sang, est conseillère d'une association luttant contre l'expansion du sida au Soudan (IRIN 06 09).

- Pour la lutte contre le paludisme, l'OMS a édité un document qui recommande fortement l'utilisation de deux médicaments, l'un dérivé d'une plante l'*artemisia annua* et l'autre chimique afin d'éviter des résistances comme il en existe depuis des années avec la chloroquine. Elle conseille aussi d'utiliser des médicaments très bien dosés (OMS 05 09).

- A Khartoum où il n'y a que 2 500 médecins dont beaucoup n'ont qu'une formation de base dans une ville de 5 millions d'habitants, les gens qui s'adressent à des guérisseurs traditionnels sont de plus en plus nombreux. Ils agissent en chassant les démons, par exemple en récitant des versets du Coran dans un tuyau en plastique et en battant les jambes des patients avec un fouet. Ces guérisseurs ne demandent pas d'argent mais un petit cadeau en nature. Les gens se sentent plus proches du guérisseur que du médecin. Il semble donc y avoir des raisons psychologiques, pratiques et économiques à cette nouvelle faveur (Reuter 16 09).

- Dans le Sud, une autre vision, un centre médical de MSF, le seul à des lieues à la ronde qui doit traiter depuis les tumeurs malignes et le ver de guinée jusqu'aux accouchements et à l'arthrite, en passant par des abcès dus à des injections d'antibiotiques périmés que se sont faites les patients pour traiter une malaria (!). La paix n'a pas amené plus de centres de santé et MSF qui traite déjà 7000 patients par mois dans ce centre d'Akuem, risque de se trouver complètement débordé quand les déplacés reviendront (Reuter 16 09).

- Le Soudan a plus d'un demi million d'aveugles sur une population de 40 millions. Il n'y a que 120 ophtalmologues dont 92 à Khartoum (AFP 11 10).